

DESIGNATION DU PRESIDENT DE LA CENI EN RDC : impasse et perspectives

Entretien entre

Dr Ordy BETGA, Politologue
Chercheur au CEIDES
Observatoire des pays de la CEEAC et du Nigéria

&
Sainclair MEZING, Journaliste

Publié dans le *Cameroon Tribune* du 25/06/2021

Octobre 2021

1) La désignation d'un nouveau président pour la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) en République Démocratique du Congo (RDC) est au point mort. Qu'est-ce qui explique ce blocage ?

La question de la gestion des élections est très délicate et complexe en RDC comme dans plusieurs pays africains d'ailleurs, au regard des enjeux qui y sont attachés. Cette crise à la CENI est tout à fait révélatrice de toute la tension qui anime la classe politique congolaise. Il faut d'emblée souligner que le mandat de l'actuel président de la CENI, Corneille Nangaa est arrivé à son terme depuis le 30 juin 2019, mais malgré toute la controverse et les polémiques autour de sa personne et de sa gestion des élections de 2018, et le désir ardent de la société civile de tourner cette page, les acteurs congolais n'ont pas réussi depuis deux ans à trouver un accord sur une personnalité pour le remplacer. Dans la pratique congolaise, le choix du président de la CENI revient aux confessions religieuses du pays. Il est important de souligner que depuis la récente réforme de la CENI en juin 2021, elle est constituée de 15 membres dont 5 désignés par la majorité gouvernementale, 5 par l'opposition et 5 autres par la société civile. À défaut d'une totale dépolitisation souhaitée par la société civile, l'on a assisté à un certain rééquilibrage. Le processus de désignation des membres et du président initialement censé s'achever le 28 juillet dernier reste malheureusement sans issue.

L'impasse actuelle provient de l'absence de consensus autour d'une candidature au sein de la plateforme religieuse constituée de huit principaux acteurs dont l'Église catholique à travers la conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), l'Église protestante ECC, l'Église kimbanguiste, l'Union des Églises indépendantes du Congo, l'Église du réveil du Congo, l'Église Orthodoxe et l'Armée du salut. Il y a donc un affrontement entre d'une part la CENCO et l'ECC qui assurent respectivement la présidence et la vice-présidence de la plateforme religieuse, et les six autres confessions qui soutiennent mordicus leur candidat Denis Kadima, pourtant accusé d'être trop proche du pouvoir en place, dont elles ont transmis la candidature à l'Assemblée Nationale pour confirmation. La CENCO et l'ECC qui affirment n'avoir pas été associées à cette décision « visiblement illégale » des six autres, l'ont contestée. Les travaux de la plateforme ont dès lors été suspendus et sont au point mort malgré les multiples interpellations du président de l'Assemblée Nationale (AN). C'est un scénario similaire qui avait déjà eu lieu en 2020 dans le cadre du même processus. Les mêmes six confessions religieuses étaient toujours passé outre l'avis de la CENCO et de l'ECC pour désigner Ronsard Malonda comme président de la CENI. Malgré le passage en force de la présidente de l'AN de l'époque, le président Félix Tshisekedi n'avait pas entériné la

candidature de Ronsard Malonda au regard des vives critiques et tensions occasionnées. Pour la CENCO et l'ECC, il est hors de question de remplacer un pro-Kabila par un pro-Tshisekedi à la tête de la CENI et les autres refuseraient de faire des concessions autour de la désignation d'une personnalité réellement indépendante, tandis que le groupe des six estime sa posture légitime dans la mesure où à défaut d'un consensus il faudrait passer à un vote consacrant le candidat de la majorité.

2) *Pour l'opposition et la Société civile le désaccord actuel entre les mouvements religieux au sujet du nouveau président de la CENI bénéficierait au pouvoir qu'elles soupçonnent de tirer les ficelles pour faire basculer la date de la prochaine présidentielle prévue en 2023. Partagez-vous cet avis ?*

Les membres de la plateforme religieuse ont au cours d'une sortie médiatique affirmé faire l'objet de menaces et de pressions de tous bords visant sans doute à influencer leur décision dans un sens ou dans l'autre ; il y a aussi eu plusieurs attaques contre l'Église Catholique. Sans avoir clairement pointé du doigt les auteurs des menaces, cette situation a intensifié les crispations et entretenu la théorie du complot. Rien n'est foncièrement à exclure dans l'arène politique, si l'on convient que la conservation du pouvoir conquis est le but premier en politique et que c'est la fin qui justifie les moyens. Il convient cependant de rester prudent surtout en l'absence de preuves tangibles incriminant tel ou tel acteur. De toute évidence Félix Tshisekedi qui a déjà déclaré sa candidature à sa succession en 2023 souhaiterait probablement avoir à la tête de la CENI un proche qu'il pourrait manipuler et s'assurer une victoire facile, suivant l'adage « *on n'organise pas une élection pour la perdre* » ; ce ne serait pas nouveau pour un président en exercice. D'ailleurs, un rapport d'un groupe d'experts sur le Congo publié en janvier 2021 estime que « *le contrôle de la CENI est un enjeu primordial pour conquérir ou conserver le pouvoir en RDC* » et l'expérience des derniers processus électoraux en RDC tend à le confirmer. Il serait toutefois plus judicieux pour l'actuel président de construire et préserver une image de démocrate et de réformateur, et l'élection de 2023 serait un important test pour en cas de victoire confirmer sa légitimité et faire taire les polémiques autour de son élection en 2018. Le divorce d'avec le FCC de Kabila s'inscrit dans cette logique. Il y a également le regard de la communauté internationale qui espère une consolidation de la démocratie en RDC après quand même une alternance politique pacifique en 2018.

Je pense également que les luttes d'influence des diverses confessions religieuses se sont déportées dans cet exercice. L'Église Catholique en RDC réclame un certain leadership au

sein de la société civile congolaise, au regard de son expérience et de son engagement depuis plusieurs années dans le champ politique. Elle a d'ailleurs été qualifiée par certains de « principale force d'opposition » en RDC. On peut comprendre son désir de contrôler et d'avoir le dernier mot, tandis que l'alliance des six souhaiterait prouver qu'elle n'est pas moins importante. Personne ne veut lâcher prise. Il y a donc au-delà de tout, des questions d'égo. Il y a effectivement un risque que cette crise génère plusieurs retards et dérèglements susceptibles de justifier un glissement de date en 2023. Le bureau sortant de la CENI a pris en main la gestion des opérations préparatoires au scrutin en attendant le dénouement de cette crise, donc en principe pour le moment le processus vers 2023 est en marche. Mais vu la controverse autour de l'équipe de Corneille Nangaa accusé d'être proche de Kabila et d'avoir depuis participé à l'organisation d'élections truquées, son implication dans ce processus pourrait encore décrédibiliser les futures élections.

3) Quelles pistes de sortie peuvent être envisagées par les différents acteurs en vue de la désignation d'une personnalité consensuelle et de la tenue dans les délais requis des élections crédibles, transparentes et inclusives ?

Il n'est pas exagéré de dire que l'avenir de la RDC dépend pour beaucoup du déroulement de l'élection de 2023 qui devra être exempte de vices et conformes aux aspirations de la population et de la majorité de la classe politique. Pour atteindre cet objectif il faut absolument que la CENI soit dans la mesure du possible irréprochable, et cela se prépare dès maintenant. Pour sortir de l'impasse actuelle, il est urgent pour les acteurs en présence de sacrifier leurs égos et intérêts privés, de faire des compromis pour aboutir à un consensus. L'une des pistes judicieuses serait de mettre hors-jeu les candidats de chaque bloc et d'aller vers de nouveaux noms, ce ne sont pas les compétences qui manquent. Même si les pesanteurs axiologiques ou partisans même non exprimées restent présentes, il est essentiel que les membres du bureau de la CENI dont le président puissent faire preuve d'indépendance et d'impartialité. Le parlement ou la société civile pourrait conduire une véritable médiation entre les deux blocs de la plateforme religieuse. Il faut reconstruire la confiance entre les acteurs concernés. Il faudrait également des garde-fous qui limitent la prééminence du président de la CENI dans la prise des décisions importantes, et qui renforcent la redevabilité de l'ensemble des membres de la commission. Et surtout une réelle volonté politique de l'exécutif de mettre un terme aux interférences partisans dans la conduite du processus électoral.

De nombreux défis se conjuguent en RDC pour entraver la liberté et la sincérité du vote ainsi que son caractère inclusif. Il faut briser définitivement la malédiction des crises post-électorales, éviter qu'une fois de plus une élection organisée en mobilisant des moyens financiers colossaux ne soit détournée. Cette crise à la CENI peut aussi être une opportunité pour opérer définitivement les restructurations nécessaires. La RDC est un pays magnifique avec un potentiel extraordinaire. Une élection réussie contribuerait à la pacification et la consolidation de la nation, il faut donc que tous les acteurs demeurent déterminés.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du



ceides

Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org

Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides